

# EUROPE – POLITIQUE AGRICOLE

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

---

**24 juin 2005**

**Contribution de Gérard Lahellec  
Vice-Président du Conseil Régional  
Politique Agricole Commune**

Nous évoluons dans un contexte où le débat sur l'Europe est réactivé par la crise budgétaire qui la secoue. Pour faire capoter les discussions sur le Budget Européen, Tony Blair a trouvé un nouveau bouc émissaire en la Politique Agricole Commune.

Avec ce dossier, la Bretagne est aux premières loges, si on peut dire. Elle avait déjà tout à redouter de la réforme de la P.A.C. de juin 2003 dont les conséquences se traduisent par une accélération des restructurations de certaines filières et une tendance à la baisse sensible des prix, (dont le prix du lait) progressivement ramenés au niveau des prix mondiaux.

Mais aujourd'hui, sans remettre en cause un budget européen nettement insuffisant, le Premier ministre britannique cherche à s'engager dans une accélération de la réforme négative de la PAC à la fois pour réduire les aides, redéployer celles-ci vers des secteurs jugés plus rentables et tisser de nouvelles alliances pour isoler la France.

Qu'on se le dise : prise en otage, sur fond d'un budget européen insuffisant pour être solidaire avec les pays les plus pauvres et les régions les plus défavorisées, notre agriculture est en passe d'être sacrifiée au nom de l'ultralibéralisme et la première région qui risquerait d'en faire les frais serait la première région agricole de France, c'est à dire LA BRETAGNE !

Dans cette situation tendue, où les pires confusions sont entretenues pour que personne n'y comprenne rien, il est bon de rappeler que la France est un contributeur net au budget de l'Europe et qu'elle verse à l'Europe plus d'argent qu'elle n'en retire, ce qui en soi, n'est pas anormal si on veut soutenir mieux les régions d'Europe les plus défavorisées.

Mais dans les faits, un seul pays n'a jamais accepté cette règle du jeu, c'est la Grande-Bretagne de l'ultralibérale Madame Thatcher, puis de son héritier travailliste Tony Blair.

Mais il est bon de rappeler aussi qu'un certain nombre de pays, qui ont énormément bénéficié de fonds structurels, ont utilisé ceux-ci pour développer des productions intensives et une compétitivité telle, que leurs productions ont créé une distension de concurrence, qui fait que certains producteurs français ont dû abandonner leur activité.

On le voit donc, ce qui se passe sous nos yeux avec l'exemple agricole, accuse un système qui s'appelle l'ultra-libéralisme et c'est cela que la majorité de notre peuple a rejeté le 29 mai.

Depuis plus de 20 ans que le Premier ministre français (M. Chirac) a poussé à introduire l'agriculture dans les négociations du GATT (devenu OMC), les grands pays agricoles, qui soutiennent leur propre agriculture (USA et groupe de Cairus) n'ont cessé de placer l'Europe sur la défensive, en s'attaquant aux restitutions européennes et en exigeant de pouvoir importer à des conditions avantageuses leurs productions sur le vieux continent.

Aujourd'hui, l'Europe, pour s'en sortir a besoin d'un autre budget, d'un budget plus ambitieux pour être pleinement solidaire.

L'Europe agricole doit à la fois se préoccuper de son marché intérieur, produire ce qui lui manque le plus et s'orienter vers un usage non agricole de certains produits de l'agriculture.

Le déficit européen en protéines végétales est de 35 millions de tonnes par an. Ce sont là aussi les conditions pour que nos paysans puissent vivre de leur travail, condition absolue du développement durable.

Pour s'en sortir, l'Europe doit jouer collectif à l'opposé des guerres politiciennes qui l'animent aujourd'hui.

Les débats que nous avons eu ici, notamment sur la filière laitière peuvent contribuer à sortir de l'impasse.